

# Elections professionnelles 2018

## **LE MANDAT DE FORCE OUVRIÈRE CONFIRMÉ** **DÉFENDRE LES GARANTIES STATUTAIRES,** **DÉFENDRE L'ÉCOLE RÉPUBLICAINE**

**A**vec 13,66% des suffrages, la FNEC FP-FO demeure la troisième fédération de l'Éducation Nationale et le premier syndicat confédéré dans l'Éducation Nationale. 3 700 voix supplémentaires se sont portées sur Force Ouvrière au Comité technique ministériel, lui permettant ainsi de renforcer sa capacité à défendre les revendications.

La SNFOLC consolide ses positions et demeure la deuxième organisation syndicale chez les professeurs certifiés (+4,6 points) et troisième chez les professeurs agrégés.

De très nombreuses académies enregistrent une progression – en voix et en sièges – chez les certifiés et les agrégés (Amiens, Clermont-Ferrand, Dijon, Montpellier, Nancy-Metz, Toulouse, Versailles...). Et pour la première fois, à Versailles, à Nice, le SNFOLC entre dans la Commission administrative paritaire académique des agrégés.

Les voix FO se sont aussi portées de manière significative sur les Commissions consultatives paritaires des personnels contractuels et les CCP des personnels de surveillance et d'accompagnement, permettant ainsi de conquérir (comme à Orléans-Tours, en Martinique, où FO obtient un siège en CCP) et d'amplifier nos positions : dans certaines, comme à Rouen, FO devient majoritaire.

Dans une situation marquée par la volonté des gouvernements successifs de remettre en cause la place des syndicats et de détruire la place et le rôle des comités techniques, des CAP et des CHSCT, ce résultat est un cinglant démenti à tous ceux pour qui la mission

du syndicat ne serait plus la défense des intérêts matériels et moraux des personnels, mais l'accompagnement des politiques ministérielles.

Ces résultats confirment la place que les salariés donnent à Force Ouvrière pour défendre leurs revendications au moment où les contre-réformes Blanquer-Philippe suscitent un immense rejet.

Ce vendredi 7 décembre, comme depuis une semaine, les lycéens manifestent contre la réforme du Baccalauréat et du lycée, pour garder leurs professeurs, contre *Parcoursup* : ils ont raison. Et au lieu de les entendre, la réponse du gouvernement est de fermer des établissements scolaires comme dans l'Oise, par exemple, où 17 lycées sont fermés aujourd'hui et demain, interdisant ainsi aux personnels, aux lycéens, de se réunir avec leurs organisations syndicales.

Le SNFOLC, comme la FNEC FP-FO, condamne fermement la répression massive dont fait preuve le gouvernement. Les revendications doivent être satisfaites. La FNEC FP-FO demande à être reçue d'urgence par J.-M. Blanquer et a déposé un préavis de grève pour couvrir toutes les initiatives.

Le SNFOLC appelle les personnels à se réunir, à multiplier les prises de position : ce n'est pas le courrier du ministre aux personnels en appelant « à la responsabilité de chaque et à un discours de sérénité adressé aux élèves » qui répond aux revendications. Il doit ouvrir immédiatement des négociations avec les organisations syndicales et de jeunesse sur la base des revendications.